

# *la nouvelle lettre*

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

N°1 000 du 8 juin 2009

Hebdomadaire 1 €

**EDITORIAL**

**SPECIAL 1000**

## **POURQUOI MILLE ?**

Pourquoi m'être entêté depuis vingt cinq ans, et en fait depuis trente ans, à écrire chaque semaine un éditorial ? Pourquoi avoir demandé à une équipe de rédaction (animée depuis plus de vingt ans par mon disciple, collègue et ami Jean Yves Naudet) de repérer dans l'actualité ce qui peut porter à réflexion, et d'éclairer la conjoncture économique, politique et sociale d'une lumière libérale ? Pourquoi tout ce travail de mise en page, d'impression, de routage sous l'œil vigilant depuis dix ans de Cathy Préaux ?

Il y aurait eu bien des raisons de mettre fin à nos efforts, sinon à nos divagations.

Mais voilà : il y avait à mon sens, à notre sens, une mission. Et, pour assurer cette mission, il y avait des exigences. C'est la foi dans la grandeur de la mission, c'est l'acceptation de ses servitudes qui m'ont porté, qui nous ont portés.

La mission est celle d'approfondir et de diffuser les idées de la liberté dans ce pays. Oui, hélas, la France est terre de mission. La devise de sa République commence bien par liberté, mais l'égalité s'est avilie en égalitarisme, en envie, en massification, et la fraternité est devenue redistribution fiscale, atteinte à la propriété, effacement des talents et des mérites.

Mon souci permanent aura été de rappeler que la liberté est la marque de la dignité de l'être humain, et qu'elle mérite d'être défendue non pas au titre de l'efficacité mais au nom de l'éthique. Les racines spirituelles de la liberté, l'héritage d'Athènes, de Jérusalem et de Rome, ont permis l'apparition puis le développement chaotique de la civilisation, entrecoupé de sombres périodes de barbarie, comme le XXème siècle l'a cruellement montré. Je conçois la mission libérale comme une croisade pour rendre à l'homme le sentiment de sa personnalité, de sa responsabilité, de sa créativité.

Aujourd'hui plus que jamais, et pas seulement dans notre pays, nous sommes affrontés à une crise qui est morale avant d'être financière et économique. Certains en sont conscients mais se tournent vers l'Etat pour rétablir je ne sais quel « ordre moral », ou quelque ordre public. Or, c'est précisément le développement tentaculaire de l'Etat qui a fait glisser les individus vers un collectif irresponsable et matériel alors que l'issue est dans le progrès personnel, guidé par une saine éducation et la volonté de servir la communauté.

Depuis deux siècles nous sommes dévoyés par la stupide et triste lutte des classes, alors que toute société civilisée ne peut vivre que dans l'harmonie, qui implique la diversité, la découverte des règles de vie en commun, l'ordre spontané.

Je remercie ici en particulier Jean Yves Naudet, que sa position de président de l'Association des Economistes Catholiques de France a naturellement porté à nous rappeler avec talent les principes de la doctrine sociale de l'Eglise, qui tous reposent sur la propriété privée, le droit à l'initiative et le marché libre, bref « l'économie libre » (Jean Paul II). Mais ce qu'il dit et écrit a bien sûr sa place dans l'esprit et le cœur de tous les hommes de bonne volonté, au-delà des clivages religieux et culturels. Oui, comme nous le disons à l'ALEPS le libéralisme est l'humanisme des temps modernes. Belle mission que d'en parler, partout et toujours, toutes les semaines.

Toutefois il a fallu au cours de ces mille lettres ne pas céder à trois tentations : le découragement, l'incompréhension, la compromission.

Il y a pourtant de quoi se décourager.

Aux alentours du numéro 200, l'affaire était dans le sac. En 1986 la classe politique française surfait sur la vague libérale, on ne rêvait que Reagan et Thatcher, la « bande à Léo » allait exorciser le démon socialiste. Au numéro 300 le rêve était fini : en 1988 Mitterrand était réélu sans que les Français n'aient vu la couleur d'une réforme libérale significative.

Aux alentours du numéro 500 voici à nouveau renaître l'espoir libéral. Chirac est l'élu des jeunes, du changement, et en 1995 Madelin revient au gouvernement et siège à Bercy, flanqué d'une douzaine de ministres et secrétaires d'Etat libéraux. Ils ne tiendront pas plus de six mois, et les élections de 1997 obligent à une nouvelle cohabitation : Jospin à Matignon.

En 2002, aux alentours du numéro 600, la catastrophe s'abat sur l'homme et le parti qui seuls se réclamaient de la pensée libérale : échec d'Alain Madelin et disparition de Démocratie Libérale. La seconde présidence Chirac ancrera la France dans la fiscalité, l'anti-américanisme primaire, et pour finir l'écologie et le tiers-mondisme.

Enfin, autour des 850, la dernière « rupture » nous a permis de renouer avec la CGT, de conserver une fiscalité oppressive et discriminatoire, et d'envisager sans rire de « refonder le capitalisme » en instaurant le partage des profits.

Pendant toute cette période de décadence socialisante, les fins observateurs de la politique française ont conclu à « l'ultra-libéralisme » et lui ont attribué tous les maux du pays.

Il nous faut donc, en permanence, compter avec l'incompréhension.

Incompréhension de la classe politique, qui refuse obstinément de se rendre aux réalités, et qui veut au contraire mettre l'Europe et le monde entier à l'heure française. Quel espoir avec Obama : les Etats-Unis au régime de la Sécurité Sociale, General Motors nationalisé ! !

Incompréhension des dirigeants des grandes sociétés et des instances patronales, qui aiment toujours jouer avec les partenaires sociaux, et ont livré leur personnel aux syndicats.

Incompréhension de l'opinion publique, complètement manipulée par une classe médiatique égarée par l'ignorance ou l'idéologie, ou les deux à la fois.

J'ai, comme tous mes amis, le sentiment de me battre contre des moulins.

Certes, il aurait été facile de s'accommoder de la pensée unique, et de retrouver ainsi un regain d'intérêt, sinon de popularité. Certains ont choisi cette voie, et se contentent de quelques petits bémols libéraux à la partition étatiste. Difficile d'être libéral et politiquement correct. Je ne me suis jamais embarrassé de tels accommodements. Je demeure résolument indépendant, je n'ai jamais été inféodé à quiconque. J'aime penser libre et parler franc.

C'est cette vertu que je revendique avant tout, même si elle me fait passer pour un extrémiste, pour un rebelle, pour un banni. Le bastion de la liberté serait-il devenu un baignoire ?

Alors : seul contre tous ? Non point ; j'appartiens à ce réseau mondial de personnes de grande qualité, de grand savoir, qui s'élèvent contre la montée des totalitarismes intellectuels, qui dénoncent les erreurs, les suffisances et les corruptions des hommes de l'Etat.

Pourrai-je enfin vous cacher que ces mille numéros, cette longévité, cette persévérance, cette indépendance, c'est à vous que je les dois ? Quelques-uns parmi vous ont bien voulu témoigner de ce que représente pour eux la lecture hebdomadaire de la Nouvelle Lettre. Je les en remercie particulièrement. Mais sachez que sans vous tous, sans votre soutien, tant moral que financier, je n'aurais pas pu aller jusqu'au numéro mille. Si vous le voulez bien, nous allons maintenant viser le numéro 1.500 : je n'ose pas espérer aller au-delà ! D'ailleurs d'ici là la liberté aura vaincu, en France aussi... Comme la vérité, la liberté vaincra.

*Jacques Garelli*

## **VACLAV KLAUS : PLANETE BLEUE EN PERIL VERT**

*C'est le titre de l'ouvrage que le Président de la République Tchèque, pour quelques jours encore à la tête de l'Union Européenne, est venu présenter à Paris, au cours d'une brillante conférence donnée à l'initiative de Contribuables Associés, mardi dernier 2 juin.*

A quelques heures du scrutin européen, la visite en France de cet « Eurosceptique » était déjà un évènement. Pourtant la grande presse n'a pas voulu le couvrir, tant la réputation de Vaclav Klaus est sulfureuse. Le Président Klaus est en effet un tourbillon, un trouble fête, un pourfendeur de la pensée unique. Pensez donc : il ose dire que les Verts sont des Rouges, que leur totalitarisme intellectuel est comparable à celui des communistes qu'il a subis dans son pays. Il ose dire que les dérèglements climatiques n'ont qu'une importance relative, et ne doivent rien au capitalisme ni à la croissance des pays riches, comme le prétend la propagande de Monsieur Al Gore. Il ose encore dire que la crise que nous vivons n'est pas due aux débordements du marché, aux excès de la liberté, mais à l'incurie des politiciens et à l'étatisme croissant. Il ose dire que les plans de relance vont prolonger la crise au lieu de la freiner. Il ose dire que l'Europe devrait être un espace sans frontière, mais sûrement pas une puissance politique centralisée.

Ce « politiquement incorrect » donne toute sa mesure dans l'analyse économique du réchauffement climatique, objet du livre et de la conférence. Le Président Klaus a commencé par égrener un certain nombre de vérités qui blessent : le réchauffement n'est pas mondial, il ne s'observe pas partout ni avec la même intensité. Il n'est pas exceptionnel : pas plus d'un degré en un siècle. Il n'a rien d'original : on a assisté dans les siècles passés à des changements climatiques bien plus profonds. Les prédictions de quelques « experts » du GIEC n'ont aucun caractère scientifique, notamment en ce qui concerne les émissions de CO<sub>2</sub>. A l'inverse elles ont un caractère politique : apeurer les populations puis leur présenter la solution miracle. Il faut persuader l'opinion publique de ce que l'homme est en train de détruire sa propre planète, que la croissance inconsidérée, due à l'appétit de consommer, attisé par la publicité et le profit, est à l'origine du réchauffement. Il faut faire quelque chose : réguler le marché, ne plus se fier au mécanisme des prix, taxer les consommateurs, les pollueurs, bref mettre fin au capitalisme sauvage, instaurer la religion puis la police du vert.

Il y a dans la position des pseudo-environnementalistes du désespoir et du mépris. Désespoir malthusien : les choses ne peuvent aller qu'en s'aggravant. Mépris pour l'être humain, destructeur, irresponsable, matérialiste, incapable de flexibilité, de créativité. En revanche il y a des experts et des gouvernants en mesure d'imposer la solution. Cette solution écarte le marché, et écarte du même coup la liberté.

Voici donc une nouvelle vague d'assaut contre le marché, plus périlleuse encore que la vague keynésienne des années 1930 car aujourd'hui la (fausse) naïveté des écologistes sape les bases de la société de liberté. C'est notre liberté qui est en danger, ce n'est pas le climat.

Une grande partie des « politiquement incorrects » de Paris se sont retrouvés autour de Vaclav Klaus : Alain Madelin, Jean Michel Fourgous, et douze autres membres de l'Assemblée Nationale, téméraires ultra-libéraux. L'état major de l'ALEPS était présent. Présent aussi l'IREF avec Jean Philippe Delsol, son administrateur, puisque c'est l'IREF qui a édité la traduction française de l'ouvrage. Mais les artisans de ce succès ont été avant tout le président Alain Mathieu et Benoîte Taffin, porte parole de Contribuables Associés, et toute leur équipe.

***Vaclav KLAUS « Planète bleue en péril vert », Aix en Provence, Librairie de l'Université, IREF, éd. Juin 2009, préface de Jacques Garello.***

## QU'EST-CE QUI VA CHANGER EN EUROPE ?

Les élections « européennes » ont donné quelques enseignements sur le paysage politique français, mais vont-elles avoir une influence réelle sur l'avenir immédiat de l'Europe ?

S'agissant de leur dimension nationale, l'importance des abstentions, la poussée des verts, l'enfoncement des socialistes et du Modem ont été relevés à juste titre. L'UMP affiche sa satisfaction, mais la « majorité présidentielle » représente un électeur sur neuf : 28% de 40% cela doit faire en effet 11,2% du corps électoral. La popularité et la représentativité d'une formation bénéficiant de tous les moyens de communication sont donc assez modestes. Quant aux Verts, ils ont non seulement bénéficié du transfuge d'électeurs du PS et du MODEM, mais aussi de l'impact médiatique du film « Home », ce beau morceau de propagande de Al Gore, et des réchauffistes français. La France est en plein développement durable.

Les quelque soixante dix députés français vont retrouver un parlement dont l'orientation générale aura changé. La « droite » a remporté les élections en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Hollande, en Angleterre, et les socialistes ont été très affaiblis, tandis que les Verts compteront une soixantaine de siège.

Quels dossiers attendent les nouveaux parlementaires ?

1° le renouvellement de Jose Manuel Barroso ; le président de la Commission était la cible de la gauche et des socio-démocrates. Certes ce n'est pas le Parlement qui doit se prononcer sur un nouveau mandat, mais le Conseil des Ministres. Mais celui-ci pourrait-il ignorer les résultats et renvoyer Barroso, jugé trop libéral ? On donne désormais Barroso reconduit.

2° le plan de financement de la relance européenne : le Parlement, là encore, n'a guère le pouvoir d'imposer le lancement d'un grand emprunt européen, d'ailleurs la nouvelle majorité lui semble maintenant opposée – les esprits ont évolué depuis le G 20.

3° l'entrée de la Turquie : le « non » à la Turquie a assuré un grand succès à la droite française, et a mis la gauche en difficulté. Cependant, le Parlement européen peut difficilement mettre fin au processus d'adhésion. On verra sans doute la pression turque s'intensifier sur les nouveaux élus, Istanbul ayant reçu le soutien d'Obama.

4° les pouvoirs du Parlement ne seront pas radicalement modifiés tant que le traité de Lisbonne ne sera pas ratifié ; le Parlement devra donc être en attente des réponses des Irlandais, Tchèques et Polonais, et des recours introduits en Allemagne et Belgique.

Il serait donc très audacieux de conclure à un véritable bouleversement européen. Les députés français peuvent-ils modifier la donne ? Ceux que l'on dit « de droite » auront des consignes en nette contradiction avec les orientations du PPE, auquel ils vont sans doute adhérer :

1° Ils veulent une politique européenne de relance, les autres s'en méfient.

2° Ils se présentent comme les reconSTRUCTEURS de la finance et de sa moralité, ils veulent mener croisade contre les paradis fiscaux, les autres sont très réservés sur cette aventure.

3° Ils veulent créer une taxe à l'importation sur le CO2 pour lutter contre le « dumping écologique » : les produits en provenance de pays qui émettent trop de dioxyde de carbone seront frappés d'une taxe.

De façon plus générale, les Français veulent exporter le Grenelle de l'environnement, et ils n'ont rien à envier à Daniel Cohn Bendit et José Bové s'agissant de bâtir l'Europe Verte, c'est-à-dire l'Europe Rouge.

En fait, contrairement aux souhaits des « Européistes » le sort de l'Europe ne se joue pas au Parlement. Le choix décisif n'a pas été fait entre l'Europe espace et l'Europe puissance, faute d'un consensus de tous les pays de l'Union. Ce choix n'a pas été vraiment présenté aux électeurs européens.

POUR ALLER VERS LA 2000<sup>ème</sup> :

## LA NOUVELLE LETTRE FAIT PEAU NEUVE

### la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N°1001 du 13 juin 2009

Hebdomadaire 1 €



#### ETAT MAXIMUM, SERVICE MINIMUM

L'Etat français, ayant atteint une taille hors du commun, est de moins en moins capable de fournir le minimum des

services qu'on pourrait attendre de lui. La grève de jeudi en est une illustration saisissante et, à mon sens, lamentable.

Une fois de plus la France aura été neutralisée par une infime minorité de syndicalistes et, une fois de plus les administrations n'auront pas assuré le « service minimum » qui aurait permis aux non-grévistes, aux familles et aux Français moyens de ne pas être tenus en otages. Le service minimum avait été l'une des promesses électorales de Nicolas SARKOZY mais, ici comme ailleurs, il n'en a cure : passé le vote, passées les promesses.

De façon plus générale l'Etat français est devenu tellement énorme, tellement obèse, qu'il est totalement frappé d'impuissance. Ce n'est pourtant pas faute de gesticuler : notre souverain s'occupe de tout, il délégué l'emploi, relance l'économie, reconstruit la justice, supprime la publicité dans les télévisions publiques, ramène la paix au Moyen Orient, redessine l'Europe. Mais il a été incapable de supprimer les 35 heures, ni l'impôt sur la fortune. Il a été très capable au contraire de nommer un socialiste théoricien de l'économie planifiée à un poste de direction de l'UMP, et il aime prendre le conseil de tous intellectuels de gauche. La coupe est réellement pleine.

Le nouveau discours sur « le retour de l'Etat » laisse entendre qu'il y a quelque chose au sommet de la nation autre que les creux discours des énarques et ministres serviles. Mais le roi est nu. Il n'y a pas d'argent pour financer les relances sectorielles. Le « fonds souverain » est dans une poche percée. Mais, pire encore, la moindre initiative élyséenne est immédiatement tournée en ridicule par des lycéens, des instituteurs ignorants, des syndicalistes tout-puissants. Le vrai gouvernement de la France est dans ces syndicats terroristes, assurés de l'impunité et de la grande complaisance des médias,

#### AU SOMMAIRE DU N°1001 :

##### EDITORIAL :

Etat maximum, service minimum pp. 1-2

##### CONJONCTURE :

Liberté économique : la France soixante-quatrième pp. 2-3

##### ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT REFLECTIR :

Déficits : ce sera pire que pire p. 4 -

Université : préférez-vous Brehat ou Florence ? p. 5 -

Plus de culture générale à Sciences Po p. 5-6 -

Ministres et préfets planificateurs p. 7

L'ENA sera toujours l'ENA p. 8.

Abonnement de 1 an (40 n°) : 60.00€  
Abonnement de soutien (un an) : 100.00€

**aleps**

ASSOCIATION LIBERTÉ ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL  
35 Avenue Max Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18 [www.libres.org](http://www.libres.org)  
Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille

PDF créé avec la version d'essai pdfFactory [www.pdffactory.com](http://www.pdffactory.com)

Dès la semaine prochaine, la Nouvelle Lettre aura une nouvelle allure.

Un changement tous les trente ans, cela ne fait pas de mal.

Les techniques de composition et de graphisme ont évolué. Pourquoi ne pas en profiter pour vous donner :

un meilleur confort de lecture

une plus grande variété de commentaires

une argumentation plus pédagogique, de nature à convaincre vos relations personnelles, votre entourage professionnel.

Une présentation en deux colonnes, le dessin de Sabine Nourrit, une leçon d'économie à partir d'un abécédaire à la fois très simple et scientifiquement rigoureux : voici le nouveau.

L'éditorial de Jacques Garello, l'analyse de conjoncture de Jean Yves Naudet, les commentaires d'actualité : voilà les permanences.

Évidemment, la vraie permanence est la ligne éditoriale. De nouveaux défis sont devant nous : le marxisme vert, le protectionnisme et le populisme, l'immoralisme et la corruption, un système éducatif en échec, une protection sociale en ruines, le choc mondial entre barbarie et civilisation. Pour relever ces défis, nous ne cesserons de rappeler l'efficacité, l'urgence et la noblesse de notre solution : restaurer la liberté et la responsabilité personnelles, revenir à l'économie libre.

Nous avons réellement besoin de votre participation pour aller dans cette direction, et pour réussir notre mutation. Le prix des abonnements à la Nouvelle Lettre n'a pas changé depuis des lustres. Il est urgent et vital de le porter à 60 euros, et à 100 euros pour un abonnement de soutien. Il va de soi que ce changement n'interviendra qu'à l'expiration de votre contrat actuel. D'autre part, tous les abonnements souscrits avant le 30 septembre 2009 bénéficieront encore des anciens tarifs : faites connaître cette campagne promotionnelle autour de vous.

Nous espérons garder votre soutien dans cette « nouvelle donne » : vous apprécierez notre mise à jour et vous voudrez apporter votre contribution aux idées de la liberté.

**« Gourmandise intellectuelle, antidote, bouffée d'oxygène et d'espoir » : apparemment la lecture de la Nouvelle Lettre est un plaisir personnel. Mais les témoignages qui suivent attestent aussi que l'éventail des lecteurs est très ouvert, intellectuellement et géographiquement. Il faut maintenant élargir encore la diffusion de la Nouvelle Lettre : qu'elle cesse d'être un privilège !**

« Votre lettre est le rayon de soleil de la semaine : des commentaires et des infos éclairant de façon lumineuse l'actualité et réchauffant notre conviction que la liberté vaut toujours mieux que la contrainte ».

*Alain Mathieu, Président de Contribuables Associés*

« Oui, je lis fidèlement la Nouvelle Lettre en commençant par ton éditorial. Ce n'est que très exceptionnellement que je me trouve en désaccord avec ce que tu écris. En revanche, tes informations, tes arguments, tes raisonnements, complètent bien ma propre vision de notre si peu libérale société. Mon seul regret est que tu ne diffuses la NL qu'auprès d'amis convaincus d'avance. Quel dommage qu'elle ne soit pas mieux connue du vaste public qui continue à si mal comprendre l'économie et le libéralisme.

Puisses-tu continuer longtemps à propager la bonne parole.

Longue vie à la Nouvelle Lettre ».

*Florin Aftalion, professeur à l'ESSEC*

« Avec 1000 envois déjà la Nouvelle Lettre s'inscrit dans l'action opiniâtre de quelques uns pour maintenir le cap des idées justes.

Mais la Nouvelle Lettre, grâce à sa liberté de ton, à son suivi impertinent de l'actualité, offre à ses lecteurs plus que cela : un réarmement moral et libéral nécessaire que l'on attend chaque semaine et que l'on savoure avec plaisir ».

*Alain Madelin*

« Pour moi, La Nouvelle Lettre est tout simplement un antidote indépassable contre la pensée unique. Je la dévore intégralement chaque semaine avec gourmandise. Un grand merci pour cette œuvre salutaire et longue vie à La Nouvelle Lettre ».

*Hubert de Torcy, Rédacteur en chef du mensuel « Il est Vivant »*

« Des faits rapportés dans leur véridicité, des analyses conduites avec une extrême rigueur, des commentaires toujours placés sous le signe de la plus grande sincérité : le succès de La Nouvelle Lettre n'est pas un miracle : il est la sanction d'un marché, celui de l'information économique, dont les différents acteurs, à tous les niveaux, paraissent oublier que le journalisme, comme l'enseignement, n'a pas d'autre idéal que celui de la vérité, dont la véracité, la rigueur et la sincérité sont les vertus.

Je souhaite longue vie et encore beaucoup de succès à La Lettre ! ».

*Francis Balle, Professeur de Science politique, Université Panthéon-Assas Paris 2  
Ancien membre du CSA*

« Aujourd'hui, il me paraît indispensable d'aller rechercher les informations ailleurs que dans les médias ou tout est traité d'une manière très "pensée unique", et en cela la Nouvelle lettre est une de mes sources préférées. Le regard non partisan (mais libéral au vrai sens du terme, donc objectif) sur les événements permet au lecteur, non pas d'être influencé, mais d'avoir le recul nécessaire pour analyser ces événements. Les articles, concis, vont à l'essentiel et font de la lettre un moment toujours passionnant. En ces temps où nos espaces de liberté sont chaque jour mis à mal, je ne peux que conseiller la lecture de la Nouvelle lettre qui pour moi est une vraie bouffée d'oxygène et d'espoir. Je tiens à remercier chaleureusement Jacques Garello et son équipe.

Très longue et large diffusion à la Nouvelle Lettre ».

*E. Faure*

Grâce aux progrès de la Science, l'homme s'est extrait des équilibres naturels qui régulaient les effectifs de l'espèce par la famine et la maladie. Grande est la tentation de considérer qu'en matière économique aussi, les sociétés doivent prendre directement en mains leur destin au lieu de se laisser dominer par le jeu naturel des marchés. Une planification consciente et réfléchie ne doit-elle pas se substituer aux forces obscures de la compétition ?

La grande révélation de Pareto, Allais, Arrow, Debreu etc ... c'est que la "planification parfaite" ne serait pas plus (ni moins) efficace que la "concurrence parfaite".

La concurrence parfaite n'existe pas - c'est sûr, - mais la planification parfaite non plus. Et l'expérience montre (cf l'Union soviétique, la Corée du Nord, Castro etc ...) que la concurrence *imparfaite* est bien plus efficace que la planification *imparfaite*.

Force est donc de se rabattre humblement sur la concurrence - avec ses imperfections et ses exceptions qui tiennent, pour l'essentiel, aux monopoles naturels, aux frais de transaction, aux coûts et avantages non marchands, aux lacunes de l'information et à l'inégalité excessive des talents donc des revenus. Cela tout en sachant que si le jeu des marchés pouvait être parfait, nous serions dans le meilleur des mondes. Ainsi le théorème d'Arrow-Debreu fournit-il une référence mais aussi un guide pour naviguer au mieux dans le marais spongieux des réalités économiques : améliorer les règles du jeu (les autorités de la concurrence), mais ne pas tenir la main du joueur (le dirigisme) ; quand il faut intervenir, se demander ce qui arriverait, ici ou là, si la concurrence était parfaite, et susciter en conséquence les inflexions souhaitables (au lieu de tenter d'imposer à chacun par la contrainte ce qu'un être suprême qui connaîtrait tout, et serait obéi par tous, pourrait décider dans son immense sagesse).

Cette déclaration de foi est dans la ligne éditoriale de « La Nouvelle Lettre ». Mais elle s'en sépare là où le libéralisme rencontre l'ultralibéralisme. On ne peut nier les imperfections intrinsèques du régime des marchés, là où les monopoles naturels et les frais de transaction plombent le jeu de la concurrence : telle la poule qui a couvé un canard, l'Etat français, qui comptait sur l'inverse, se voit ordonner par Bruxelles de laisser augmenter les prix de l'électricité française pour permettre la concurrence ! On ne peut non plus compter aveuglément sur une police expérimentée pour juguler les émeutes lorsque l'excès des inégalités, ou la violence de certains ajustements nécessaires, pourrait mettre les citoyens dans la rue au point de libérer des forces incontrôlables.

Nier les monopoles naturels, les frais de transaction, l'excès des inégalités – autrement dit, être « ultralibéral » – c'est prendre de gros risques économiques et sociaux.

*Marcel BOITEUX, Membre de l'Institut*

1.000 numéros de la *Nouvelle Lettre* ! Elle commence à être ancienne, la *Nouvelle Lettre* ! Mais elle garde le dynamisme de la jeunesse, son esprit combatif, son sens aigu des analyses rigoureuses, son appétit pour l'information correcte. Soumis tous les jours aux horreurs de la pensée dominante véhiculées par tous les médias, nous recevons chaque semaine grâce à elle la fraîcheur bienfaisante des idées justes. Elle nous reconforte, elle nous stimule, elle nous ouvre de nouveaux horizons. Mais tout cela ne serait pas possible sans un miracle et ce miracle c'est celui de l'extraordinaire ténacité et de l'extraordinaire talent de Jacques Gareilo et de son équipe. Ils méritent notre reconnaissance, notre amitié et, bien sûr, tous nos vœux pour les 1.000 numéros à venir.

*Pascal Salin, Professeur Emérite, Université Paris IX, Dauphine*

« Nous avons tous une dette considérable avec la Nouvelle Lettre. Elle a été une référence unique pour comprendre le point de vue libéral sur l'actualité française et internationale. Deuxièmement, elle nous a expliqué patiemment au cours des années que le libre marché n'est pas le Nirvana ou la réglementation parfaite, mais le résultat des efforts quotidiens des individus libres et moralement solides. Troisièmement, Jacques Garelo et ses collègues nous ont appris l'importance de la pensée indépendante et de la réflexion autonome, la seule façon pour « voir ce qu'on ne voit pas ». Merci, Jacques, pour nous ouvrir les yeux et pour nous donner le sentiment d'être des privilégiés toutes les semaines ».

*Enrico Colombatto, Professeur à l'Université de Turin,  
ICER (International Center of Economic Research)*

« La "Nouvelle Lettre" è veramente unica. Non conosco altre newsletter nel mondo che siano così interessanti da leggere per un liberale. "La Nouvelle Lettre" è straordinaria per la sua capacità di fornire sempre le analisi dal punto di vista liberale sia della realtà francese, sia della realtà mondiale. Il punto di vista de "La Nouvelle Lettre" è sempre originale, e non è mai banale. Jacques rifiuta sempre il compromesso, rifiuta le soluzioni cosiddette "pragmatiche". "La Nouvelle Lettre" è un esempio di come il liberalismo non deve fare compromessi per essere una visione realistica della società e dell'economia. Tutti i liberali del mondo devono essere grati a Jacques per il suo lavoro ».

*Pr. Angelo Maria Petroni Università La Sapienza Roma*

« Readers in America of the Nouvelle Lettre celebrate its 1000th issue. American Classical Liberals welcome the insights and observations regarding the French political scene and its implications for the economics of France, Europe and the world. The Nouvelle Lettre gets to the point and clearly delineates the problems and confusions among the political class and its followers in the French medias. Jacques Garelo, ALEPS and the Summer University provide a modern vision of the analysis of Frederic Bastiat, whose work has been much appreciated in America. Similarly, Americans are reminded of the contribution of Alexis de Tocqueville and his Democracy in America. Congratulations to Jacques Garelo ».

*Pr. Leonard Liggio, Vice President, Atlas Foundation, George Mason University*

« La Nouvelle Lettre constitue pour moi une *Gourmandise Intellectuelle*, dont je ne saurais me passer. L'analyse de l'actualité, l'analyse approfondie des problèmes posés par nos sociétés dans le cadre de la Civilisation de l'Universel, constituent autant d'études judicieuses.

Je pense que toute personne cultivée, à la recherche d'une vérité sur les problèmes de notre époque, ne saurait se passer de la lecture régulière de la Nouvelle Lettre ».

*Jean Paul Gardinier, industriel*

---

## **AU SOMMAIRE DU N°1 000 :**

**EDITORIAL :** Pourquoi mille ? pp. 1-2

**L'ACTUALITE QUI NOUS FAIT REFLECHIR :** Vaclav Klaus : Planète bleue en péril vert p. 3- Qu'est-ce qui va changer en Europe ? p. 4.

**LA NOUVELLE LETTRE FAIT PEAU NEUVE** pp. 5

**TEMOIGNAGES** pp. 6-8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

**[www.libres.org](http://www.libres.org)**